

France, pourquoi ton industrie a-t-elle f... le camp ? | Valeurs actuelles

Par Loïk Le Floch-Prigent / Samedi 1 juillet 2017 à 15:05

4

Chapô

Edito. Un renouveau de l'investissement productif est nécessaire pour pouvoir redonner de la voix dans le concert international, affirme l'ancien conseiller ministériel et ancien président d'Elf Aquitaine et de la SNCF, Loïk Le Floch-Prigent.

Body

Dans une atmosphère générale de remise en question de notre fonctionnement collectif, il n'est pas inutile de réfléchir à l'affaiblissement simultané de notre appareil industriel et de la portée de notre voix dans les affaires internationales. **En vingt-cinq ans, notre industrie a perdu environ la moitié de son potentiel**, beaucoup de nos positions se sont effritées, nous y avons laissé des millions d'emplois et, au lieu de nous interroger sur cette érosion continue, nous nous sommes réfugiés dans l'invective contre la mondialisation et les délocalisations.

Dans le même temps, nous avons cédé à l'émotion sur tous les sujets de politique internationale, tandis que les grandes délibérations sur l'avenir du Moyen-Orient et de l'Europe nous échappaient et que nous ne pouvions que constater notre marginalisation. On peut voir aujourd'hui que ce seront les industriels eux-mêmes qui vont faire repartir la machine et que la puissance économique américaine va se retrouver en première ligne quelle que soit la politique des États-Unis à l'avenir.

Un premier constat : il n'y a jamais eu de grande puissance qui ne se soit appuyée sur une économie brillante. L'économie d'un pays repose avant tout sur sa production. Dans le monde actuel où la compétition est rude, cela passe par l'innovation permanente, la création, le développement, la flexibilité, le numérique, le développement durable et donc la priorité à l'investissement productif. Pour avoir oublié cette règle fondamentale, notre pays s'est enfoncé dans les récriminations au lieu de se fixer des objectifs à long terme et de s'y tenir. **Cette émotivité permanente a conduit, récemment, à laisser partir à l'étranger des fleurons industriels bâtis par des générations de professionnels, tandis que les pépites de nos jeunes prodiges étaient cédées aux plus offrants à des prix dérisoires.**

C'est cette faillite collective culturelle qui est à l'origine de nos malaises actuels. Refuser de le voir est un déni de la réalité. Nous ne pouvons nous rebeller contre le chômage de masse et ne pas agir lorsque, en quelques années, le département énergie d'Alstom est vendu à General Electric, Rhodia est cédé à Solvay, Lafarge à Holcim, Alcatel à Nokia et que la cristallerie Baccarat est livrée aux Chinois de Fortune Fountain Capital à la satisfaction générale ! On pourrait allonger la liste de nos

démissions collectives, car nous avons une épargne vivante et celle-ci est utilisée ailleurs que dans le secteur productif. À quoi sert de proclamer à pleins poumons que les énergies renouvelables vont créer en France des millions d'emplois, alors que nous avons "technocratisé" avec des incapables des crédits alloués à des matériels qui n'ont aucun avenir économique et que la plupart des réalisations sont effectuées avec de l'outillage chinois ? Un objectif national pour l'industrie serait d'abord de promouvoir le secteur productif et de valoriser au mieux les industriels qui veulent se développer, en arrêtant de les martyriser et de les soupçonner.

Il n'est pas vrai que les créateurs ne sont attirés dans notre pays que par l'appât du gain, il n'est pas vrai qu'ils maltraitent leur personnel et ne songent qu'à les liquider. Un industriel d'avenir, c'est quelqu'un qui a le sens du bien commun, qui a confiance dans son personnel et qui a su gagner en retour sa fidélité. Et de tels industriels sont la majorité de ceux présents sur le terrain des affaires. **La priorité du pays doit donc être celle de l'investissement productif et cela doit se traduire dans les actes par la fiscalité et l'attitude constructive des appareils administratif et bancaire.**

Ce renouveau industriel nous permettra alors de redonner de la voix dans le concert international, non plus en bombant le torse avec uniquement les interventions de nos forces armées, mais avec notre capacité à investir dans les pays nouveaux qui nous le demandent. Lutter contre Dae'ch ou Al-Qaïda en Afrique est une action nécessaire, mais elle doit s'accompagner des investissements dans la transformation industrielle du continent, à l'image de ce que font Chinois, Américains, Indiens, Japonais et Brésiliens, qui s'y implantent avec des crédits, des industriels et des techniques adaptées au contexte pour relever les défis d'une population croissante.

Plutôt que de nous gargariser de nos maigres succès militaires, ne devrions-nous pas nous préoccuper de la politique d'éducation susceptible de rehausser le niveau technique global de tous ces pays pour leur redonner de l'espoir en un développement plus autonome ? C'est d'objectifs de long terme, de vision que nous avons besoin. Et l'on pourrait dire la même chose au Moyen-Orient, où il est clair que l'Iran, la Perse d'hier, a eu et aura un rôle majeur en étant le pays le plus éduqué de la région.

Nous ignorons si nous parviendrons un jour à une mondialisation "heureuse", cependant nous pouvons au moins contenir les mouvements migratoires déstabilisants en s'assurant du développement des pays de la planète. Le rôle que nous pouvons jouer ne dépend pas seulement de notre capacité "tribunicienne" ou de notre armée, mais aussi et surtout de notre potentiel industriel et des solutions que nous apporterons.

C'est ainsi que politique industrielle et politique internationale sont liées. Derrière le lyrisme, indispensable pour mobiliser et réconfortant pour les Français, il faut s'appuyer sur des réalités. Et la première est celle de la force, de la puissance de notre appareil productif assise sur des industriels performants et soutenus par les épargnants, l'administration et la population.

Carnets de route d'un Africain, de Loïk Le Floch-Prigent, Elytel Éditions, 272 pages, 18 €.